

LA LUTTE DE CLASSES SOUS LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE

BOURGEOIS ET «BRAS-NUS»

1793-1797

par Daniel GUÉRIN (1904-1988)

Extraits du chapitre 11: «*liquidation des hébertistes*» (tome 2)

§1 - *DE LA RÉACTION LARVÉE À LA RÉACTION OUVERTE.*

De décembre 1793 à février 1794, la réaction avait revêtu une forme encore larvée. Les déchristianisateurs avaient été blâmés et menacés: ils n'avaient pas fait l'objet de mesures répressives. Tandis que le pouvoir bourgeois se renforçait peu à peu, les organes du pouvoir populaire avaient été progressivement réduits: ils n'avaient pas été supprimés. A partir de mars 1794, nous entrons dans une phase de réaction ouverte. Le pouvoir central ne tente même plus de dissimuler son jeu. Il se démasque. Il frappe.

Pour bien comprendre cet épisode, sur lequel, à notre avis, la lumière n'a jamais été complètement faite, il faudrait s'elever au-dessus des minces personnages qui en sont les acteurs. La querelle politique qui opposa Robespierre à Hébert, les Jacobins aux Cordeliers et qui se termina par la défaite de l'hébertisme n'offre pas grand intérêt par elle-même. Elle ne prend toute sa signification, elle ne devient intéressante que si on la relie à une lutte plus profonde, dont les deux partenaires furent la bourgeoisie révolutionnaire et l'avant-garde sans-culotte.

Au cours de la phase précédente, la bourgeoisie avait tenté de se mettre en travers du torrent populaire. Robespierre, le 21 novembre 1793, avait donné le coup de frein à la campagne de déchristianisation. Maintenant la bourgeoisie franchit une nouvelle étape: elle ne vise plus seulement à contenir le mouvement des masses, mais à le paralyser et à le décapiter. Cette seconde étape était contenue en germe dans la première. Il était fatal qu'après avoir arrêté la Révolution, Robespierre s'engageât plus à fond dans la marche rétrograde. Cependant, le mouvement de recul s'opéra plus rapidement qu'on n'eût pu s'y attendre.

Pourquoi cette accélération du rythme de la réaction?

Tout d'abord, parce que l'avant-garde populaire, loin de se laisser refouler, se «radicalise», comme on dit aujourd'hui, et que son agitation prit un caractère alarmant pour la bourgeoisie. Les larges masses, qui s'étaient précipitées tête baissée dans la campagne antireligieuse et qui avaient transformé cette diversion en une vague de fond, avaient reflué depuis, impressionnées ou démoralisées par les injonctions menaçantes de Robespierre. Mais l'avant-garde - l'élite des sans-culottes de la capitale et d'un certain nombre de villes de province - s'était montrée moins docile. Elle n'avait pas déposé les armes. Le mouvement des masses s'était rétréci. Ce qu'il avait perdu en étendue, il l'avait regagné en profondeur. Et comme on l'avait détourné de la lutte contre les hommes noirs, comme on ne lui offrait plus aucune diversion, comme on ne lui

ouvrait plus aucune soupape de sûreté, il avait repris sa direction naturelle, celle qu'il avait suivie de février à septembre 1793 (et qu'il n'avait d'ailleurs jamais entièrement abandonnée): il avait repris la forme d'un mouvement purement économique, d'une protestation contre la disette et la vie chère.

Ce renouveau de l'agitation pour les subsistances était d'ailleurs motivé par une aggravation très nette de la situation alimentaire. Après le vote de la loi du maximum à la fin de septembre 1793, les consommateurs parisiens avaient vécu pendant environ trois mois dans une relative euphorie. Le prix des denrées avait baissé en même temps que paysans et boutiquiers étaient contraints, les uns de les porter au marché, les autres de les mettre à l'étalage. Mais, à partir de la fin décembre, la contrainte se relâchant, le ravitaillement de la capitale avait empiré et la taxation avait cessé d'être observée. Les sans-culottes recommencèrent, comme de février à septembre 1793, à «*crier au pain*», à passer à l'action directe. C'est ainsi que, dès le 19 janvier 1794, l'observateur Jarousseau notait que si l'on ne veillait plus au respect du maximum, si l'on ne rendait point justice aux bras nus, ils la feraient eux-mêmes: «*Ils enfonceront les boutiques pour se procurer ce qu'ils auront besoin et payeront au maximum qu'ils jugeront à propos*» (1).

La bourgeoisie, sentant monter le mécontentement populaire, eut recours aux procédés sommaires qui, une fois déjà, lui avaient réussi. Elle tenta de briser le mouvement en le privant de ceux qu'elle considérait comme ses «*meneurs*». Prenant pour prétexte un vague complot aux préparatifs à peine esquissés, elle liquida les hébertistes, comme elle avait liquidé les enragés.

Singulier retour des choses: les Hébert et les Chaumette qui avaient aidé la bourgeoisie à venir à bout des Jacques Roux, des Leclerc et des Varlet étaient, à leur tour, traités d'*enragés*, confondus avec les *enragés*, liquidés comme des *enragés*. Dans son journal, Hébert écrivit mélancoliquement: «*Le monde est plein de jean-foutres qui rechignent sur tout... Parle-t-on devant eux d'un franc républicain... ils disent que c'est un démagogue, un enragé, un factieux*» (2). Le 6 mars, aux Jacobins, Collot d'Herbois, au cours d'une diatribe contre les hébertistes, s'écria: «*La Société des Cordeliers ne sera pas longtemps dupe des intrigants qui l'ont jouée... Jacques Roux aussi avait tâché de la séduire; elle en a fait justice*». Et l'orateur conclut qu'il fallait envoyer une députation aux Cordeliers «*pour les engager à faire justice des intrigants qui les avaient égarés*» (3). C'était la répétition de l'opération du 30 juin 1793 contre les enragés. Mathiez observe fort justement que, le lendemain, «*le scénario se déroula comme au temps de Jacques Roux*» (4). Le 18, toujours aux Jacobins, Robespierre s'attaqua vivement à un administrateur du département de Paris du nom de Dubois, qui s'était solidarisé avec les hébertistes: «*N'est-ce pas ce même homme, s'écria-t-il, qui se montra partisan du scélérat Jacques Roux, quand il voulut exciter des troubles funestes? N'est-ce pas ce même homme qui fut chassé avec Jacques Roux de la Société des Cordeliers...?*» (5). Les femmes républicaines révolutionnaires, qui avaient été persécutées pour leurs liaisons avec les enragés, étaient maintenant réprouvées comme hébertistes. L'observateur Béraud écrivit, le 20 mars 1794: «*Partout on suspecte les femmes qui formaient le club de Saint-Eustache d'être du parti d'Hébert*» (6). Au procès des hébertistes (21-24 mars), l'accusateur public, comparant le *Père Duchesne* par Hébert, et le *Publiciste* par Jacques Roux, déclara: «*L'on reconnaîtra les mêmes principes dans ces deux folliculaires immoraux*» (7). De même, au procès de Chaumette (10-13 avril), le président reprocha à l'accusé d'avoir «*autorisé jurement Jacques Roux... à insulter et calomnier le Conseil général de la Commune*». Le malheureux tenta de se différencier des enragés; en vain il rappela avoir dénoncé Jacques Roux comme incendiaire et l'avoir fait exclure du Conseil général (8). C'est une vérité de tous les temps: quand la réaction commence, rien ne sert aux «*mous*» de se désolidariser des «*durs*»; après avoir frappé les «*durs*» avec la complicité des «*mous*», elle frappe les «*mous*» eux-mêmes.

Les hébertistes, au moment où la bourgeoisie révolutionnaire leur ferma la bouche, poussèrent le même

(1) CARON, *Paris pendant la Terreur, rapports des agents secrets du Ministère de l'Intérieur*, vol.3, p.42.

(2) *Père Duchesne*, 5, n°36.

(3) MATHIEZ, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, 1927, p.552. (4) Ibidem, p.553.

(5) Aulard, *La Société des Jacobins*, 1901, vol.5, 701.

(6) CARON, *Paris pendant la Terreur, rapports des agents secrets du Ministère de l'Intérieur*, vol.3.

(7) *Procès instruit et jugé au Tribunal révolutionnaire contre Hébert et consorts*, an 2, Bibliothèque nationale, Lb41/1032, p.131.

(8) BUCHEZ, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, 1833-38, vol.32, p.299-300.

cri de désespoir que les enragés. «*Ils foulent aux pieds, ils brisent... les instruments des révoltes*», avait protesté Jacques Roux (9). Ronsin, en prison, confia de même à ses compagnons d'infortune: «*Vous deviez savoir que, tôt ou tard, les instruments des révoltes sont brisés*» (10).

C'était faire beaucoup d'honneur aux hébertistes que de les confondre avec les enragés. Ils étaient encore moins capables que ces derniers de prendre la direction du mouvement des masses, de donner à celui-ci un contenu de classe, de l'orienter vers des objectifs politiques concrets. Aux enragés, on l'a vu, ne manquait ni le désintéressement ni le courage. Mais leur conscience politique était encore embryonnaire. Les hébertistes n'étaient ni désintéressés ni courageux. Ils étaient mis presque uniquement par leurs petits intérêts de clique, ils songeaient surtout à utiliser la pression populaire pour s'octroyer des places. S'ils lâchèrent le grand mot d'*«insurrection»*, ils n'eurent pas un instant en vue un mouvement de classe, une seconde révolution; ils envisagèrent une simple *«journée»* du genre de celle du 5 septembre, qui leur ouvrirait à eux, plébésiens, l'accès du pouvoir. Collot sut les atteindre au point vulnérable lorsque, le 6 mars, aux Jacobins, il les traita d'*«hommes ambitieux qui ne veulent faire des insurrections que pour en profiter»* (11). Et encore il ne semble pas qu'ils se soient préparés bien sérieusement à cette *«journée»*. Ils étaient partagés entre l'ambition et la peur. Ils convoitaient les places, mais ils craignaient en même temps les foudres de Robespierre. Selon leur coutume, ils criaient très fort, puis capitulaient.

Ils furent vaincus sans avoir même engagé le combat, sans avoir esquissé un geste effectif de résistance. Par leurs cris intempestifs, par leurs imprudences de langage, ils avaient donné au pouvoir assez de prétextes pour justifier, aux yeux de l'opinion publique, leur arrestation, puis leur exécution. Ils avaient fourni des armes à leurs adversaires sans s'armer eux-mêmes. Leur élimination fut relativement aisée, car ils n'avaient pas su (ou voulu) se lier aux masses populaires. Celles-ci qui, dans leur majorité, étaient déjà démoralisées par le retour de Robespierre, eurent l'impression que la querelle entre les hébertistes et le pouvoir, entre Cordeliers et Jacobins, leur était étrangère, qu'elle se déroulait au-dessus de leurs têtes, que l'enjeu n'en était pas tant l'amélioration du sort du peuple affamé que le partage des fonctions publiques. Hébert et ses partisans ne firent pas grand'chose pour dissiper ce découragement et cette méfiance, pour s'accrocher aux masses. Lorsqu'on relit les discours, les motions qu'ils rédigèrent à la veille de disparaître, on n'y trouve que l'écho bien atténué des revendications populaires immédiates.

Et même, s'ils avaient mieux su se lier aux faubourgs, et même s'ils avaient voulu sérieusement se battre, eussent-ils réussi à entraîner les bras nus dans un *«nouveau 31 mai»*, dans une nouvelle épuration de la Convention? A la différence de ce qui s'était passé le 31 mai 1793, les insurgés auraient eu contre eux, cette fois, le *Comité de Salut public*, les *Jacobins*, Robespierre. Or les sans-culottes, malgré que la crise des subsistances les exaspérait bien davantage qu'en 1793, n'en tiraient pas encore, *dans leur majorité*, la conclusion qu'ils devaient prendre les armes contre la *«représentation nationale»*, s'insurger contre le *«gouvernement révolutionnaire»*.

Ce ne fut qu'une minorité qui tira cette conclusion. Elle essaya en vain de pousser les hébertistes à l'action, puis, après leur arrestation, elle ne les abandonna pas. Elle comprit que la lutte, engagée en apparence entre Jacobins et Cordeliers, l'était, en réalité, entre bourgeois et bras nus. Sans se faire trop d'illusions sur le capitard Hébert, elle aperçut que la chute des hébertistes risquait de renverser le rapport des forces entre la bourgeoisie et la sans-culotterie, et que leur défaite serait sa défaite. Elle se solidarisa avec les inculpés. Elle les soutint jusqu'au bout. Mais elle n'était qu'une minorité. Et elle ne réussit pas à les sauver.

Au contraire, en les poussant à l'action d'abord, en prenant leur défense ensuite, elle fit croire au pouvoir que les hébertistes disposaient d'un appui populaire beaucoup plus fort qu'ils n'avaient en réalité; elle aviva la peur de la bourgeoisie et, partant, sa volonté de répression. Encore une ironie de leur situation: les hébertistes, qui n'avaient pas su prendre la tête des masses, périrent à cause de la crainte que le mouvement des masses inspirait à leurs adversaires.

Enfin le rythme de la réaction fut accéléré pour une autre raison. Le printemps revenait. Et, avec lui, les beaux mois de l'année, ceux où, de tout temps, l'on envoie à la mort les jeunes hommes. Bientôt allait sonner l'heure où la bourgeoisie révolutionnaire récolterait les fruits de son gigantesque effort militaire, où

(9) Jacques ROUX, *Le Publiciste de la République française, par l'ombre de Marat*, n°268.

(10) BUCHEZ, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, 1833-38, vol.32, p.54. (*rapport du «mouton» Laboureau glissé par les hébertistes inculpés*).

(11) MATHIEZ, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, 1927, p.552.

elle pourrait reprendre l'entreprise girondine si fâcheusement interrompue par l'invasion du territoire, par l'épisode de terreur plébéienne: la marche vers Anvers et vers Amsterdam. Cette guerre-là, la guerre d'expansion et de conquêtes, ne pouvait être menée que dans l'«ordre» et la «discipline» (au sens bourgeois de ces deux termes). Le temps de la guerre révolutionnaire était révolu. Il ne s'agissait plus de galvaniser des volontaires en haillons. Le règlement de comptes final avec le rival britannique exigeait un pouvoir fort, dégagé de la pression quotidienne des masses, débarrassé des luttes de «factions». Barère, le 6 mars 1794, lut à la Convention un rapport menaçant contre l'hébertisme dans lequel, à plusieurs reprises, il fit allusion à la campagne militaire qui allait s'ouvrir: «*Nous avons cru que nous ne pouvions ouvrir la campagne avec sûreté qu'après avoir exercé une surveillance terrible et active, après avoir... vigilé l'intérieur*» (12).

De son côté, à la Commune, Chaumette, paraphrasant platement les hommes au pouvoir, s'écria, le 5: «*Considérez, citoyens, combien il serait dangereux de voir éclore le plus léger trouble à Paris, au moment où nous entrons en campagne et où nous devons porter tous nos efforts contre l'ennemi extérieur*» (13). O ironie: moins de trois semaines après, la bourgeoisie, s'appuyant sur l'argument même de l'agent national, allait envoyer celui-ci à la guillotine. De son côté, le naïf Hébert célébrait le printemps, annonciateur de nouveaux succès militaires: «*Dans quelques jours, nos champs vont reverdir. Le soleil, en se rapprochant de nous, va donner la vie à toute la nature... Nos braves guerriers qui, pendant l'hiver, se sont exercés aux combats, vont sortir de leurs cantonnements, ils vont couvrir toutes les frontières. Les armes que nous avons forgées vont exterminer tous les ennemis de la liberté...*» (14).

Suprême ironie: Hébert et ses partisans allaient être les premières victimes des armes qu'ils avaient contribué à forger. L'aurore de la victoire ne luirait pas pour eux.

On s'excuse à l'avance auprès du lecteur de consacrer à la chute de l'hébertisme d'assez longs développements. Mais l'événement est un de ceux qui ont le plus échappé aux historiens. Jaurès, en particulier, a fait preuve à son égard d'une totale incompréhension. Il englobe dans une même réprobation les politiciens hébertistes et l'avant-garde populaire radicalisée par la crise: «*Les hébertistes, écrit-il, étaient bien scélérats de se servir contre le gouvernement révolutionnaire... d'une crise économique que la guerre provoquait*». Ailleurs il félicite Robespierre d'avoir «*fait courageusement reculer l'hébertisme*», et il va jusqu'à écrire cette phrase: «*C'est l'avenir du monde, pour deux siècles peut-être, qui se jouait dans cette lutte de l'hébertisme et de la Convention*». Cependant, ailleurs, il se montre plus clairvoyant, notamment lorsqu'il pose la question à propos de Robespierre: «*Comment refouler ou modérer les désorganisateurs... sans s'exposer à blesser la fibre révolutionnaire, à amortir l'énergie et l'élan du peuple?*» (15). Tel fut précisément le résultat que Robespierre obtint en liquidant l'hébertisme: il porta un coup irréparable au mouvement des masses, c'est-à-dire à la Révolution.

(12) Réimpression de l'ancien «*Moniteur*», 1863-1870, vol.19, p.633.

(13) MATHIEZ, *La vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, 1927, p.550.

(14) *Père Duchesne*, 5, n°334.

(15) JAURÈS, *Histoire socialiste..., Convention*, vol.2, 1759, 1726, 1762, 1594.